



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTE-SAVOIE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°74-2017-070

PUBLIÉ LE 20 JUIN 2017

# Sommaire

## **74\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Haute-Savoie**

74-2017-06-17-001 - Arrêté subdélégation DIRECCTE compétences Préfet Haute-Savoie  
2017-41 du 17 juin 2017 (7 pages)

Page 3

74\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction  
régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi de la Haute-Savoie

74-2017-06-17-001

Arrêté subdélégation DIRECCTE compétences Préfet  
Haute-Savoie 2017-41 du 17 juin 2017



## PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECCTE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

**ARRETE PREFECTORAL N° DIRECCTE/2017/41**  
Portant subdélégation de signature de Monsieur Jean-François BÉNÉVISE,  
directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Le Préfet de la Haute-Savoie,

Vu le Code de commerce ;

Vu le Code du tourisme ;

Vu le Code du travail ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n°89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, notamment son article 4 modifié ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment ses articles 4 et 6 ;

Vu la loi n°2008-776 du 4 août 2008 portant modernisation de l'économie ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2008-1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2016-885 du 29 juin 2016 modifiant le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de Monsieur Pierre LAMBERT, préfet de la Haute-Savoie ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 février 2003 modifié relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2008 pris en application du décret n°2008-1475 du 30 décembre 2008 ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 avril 2017 portant nomination de Monsieur Jean-François BÉNÉVISE, en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu l'arrêté interministériel du 25 février 2015 portant nomination de Monsieur Jean-Paul ULTSCH sur l'emploi de directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, chargé des fonctions de responsable de l'unité départementale de Haute-Savoie de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu l'arrêté préfectoral N° PREF/DRHB/BOA/2017-029 du 16 juin 2017 de Monsieur le préfet de la Haute-Savoie portant délégation de signature de ses attributions et compétences à Monsieur Jean-François BÉNÉVISE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la circulaire du 22 juin 2009 relative au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC),

Vu la circulaire du 30 décembre 2010 du secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation, relative à la procédure administrative applicable au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC),

Vu la circulaire du 18 octobre 2011 relative au transfert de certaines attributions touristiques aux DIRECCTE,

SUR PROPOSITION du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

### ARRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Paul ULTSCH, responsable de l'unité départementale de la Haute-Savoie de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes à l'effet de signer au nom du préfet de la Haute-Savoie, les décisions, actes administratifs et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région Auvergne-Rhône-Alpes dans les domaines suivants relevant de la compétence du préfet de la Haute-Savoie :

| N° DE COTE | NATURE DU POUVOIR   | CODE DU TRAVAIL OU AUTRE <sup>1</sup> CODE               |
|------------|---|--|
|            | <b>A - SALAIRES</b>   |  |
| <b>A-1</b> | Etablissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution :<br>-des travaux des travailleurs à domicile<br>- de certains travaux à domicile pour les travailleurs à domicile | Art. L.7422-2 et L.7422-3                                |
| <b>A-2</b> | Fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile.  | Art. L.7422-6 , L.7422-7 et L.7422-11                    |
| <b>A-3</b> | Fixation de la valeur des avantages et prestations en nature entrant dans le calcul de l'indemnité de congés payés.   | Art. L.3141-23   |
| <b>A-4</b> | Décisions en matière de remboursement de frais de déplacements (réels ou forfaitaires), exposés par les conseillers du salarié  | Art. D.1232-7 et D.1232-8                                |
| <b>A-5</b> | Décisions en matière de remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission  | Art. L.1232-11   |
|            | <b>B – REPOS HEBDOMADAIRE</b>   |  |
| <b>B-1</b> | Dérogations au repos dominical  | Art. L.3132-20 et L.3132-23                              |
| <b>B-2</b> | Décision de fermeture hebdomadaire au public des établissements d'une profession ou (et) de la région   | Art L.3132-29  |
| <b>B-3</b> | Changement du jour de fermeture hebdomadaire dans le secteur de la vente, la distribution ou la livraison du pain.  | Art. L.3132-29   |
|            | <b>C – HEBERGEMENT DU PERSONNEL</b>   |  |
| <b>C-1</b> | Délivrance de l'accusé de réception de la déclaration d'un employeur d'affectation d'un local à l'hébergement   | Art. 1 loi 73-548 du 27/06/1973                          |
|            | <b>D – NEGOCIATION COLLECTIVE</b>   |  |
| <b>D-1</b> | Fondement de la qualification et décision d'opposition à la qualification des catégories d'emplois menacés dans le cadre de la négociation triennale                            | Art. L.2242-15 et L.2242-16<br>Art. D.2241-3 et D.2241-4 |
| <b>D-2</b> | Extension des avenants salaires des conventions collectives agricoles   | Art. D.2261-6  |
|            | <b>E - CONFLITS COLLECTIFS</b>  |  |

|            |   |  |
|------------|---|--|
| <b>E-1</b> | Engagement des procédures de conciliation ou de médiation au niveau départemental | Art. L.2523-2<br>Art. R.2522-14<br>Art. R.2523-9 |
|------------|---|--|

1. Sauf mention d'un autre code, les références réglementaires concernent le code du travail

| <b>N° DE COTE</b> | <b>NATURE DU POUVOIR</b>  | <b>CODE DU TRAVAIL OU AUTRE<sup>1</sup> CODE</b>                                    |
|-------------------|---|---|
|                   | <b>F – AGENCES DE MANNEQUINS</b>  |   |
| <b>F-1</b>        | Sanctions en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue par l'article R7123-15 du code du travail  | Art. R.7123-17  |
|                   | <b>G – EMPLOI DES ENFANTS ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS</b>  |   |
| <b>G-1</b>        | Délivrance, retrait des autorisations individuelles d'emploi des enfants dans les spectacles, les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode.              | Art. L.7124-1 et 3 , art. R 7124-1  |
| <b>G-2</b>        | Délivrance, renouvellement, suspension, retrait de l'agrément de l'agence de mannequins lui permettant d'engager des enfants.   | Art. L..7124-5 et R.7124-8 et s.  |
| <b>G-3</b>        | Fixation de la répartition de la rémunération perçue par l'enfant entre ses représentants légaux et le pécule ; autorisation de prélèvement   | Art. L.7124-9   |
| <b>G-4</b>        | Délivrance, renouvellement, suspension, retrait de l'agrément des cafés et brasseries pour employer ou recevoir en stage des jeunes de 16 à 18 ans suivant une formation en alternance. | Art. L.4153-6<br>Art. R.4153-8 et R.4153-12   |
|                   | <b>H – APPRENTISSAGE ET ALTERNANCE</b>  |   |
| <b>H-1</b>        | Décision d'opposition à l'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours.   | Art. L.6223-1 et L.6225-1 à L.6225-3<br>Art. R.6223-16 et Art. R.6225-4 à R. 6225-8 |
|                   | <b>I – MAIN D'ŒUVRE ETRANGERE</b>   |   |
| <b>I-1</b>        | Autorisations de travail  | Art. L.5221-2 et L.5221-5,<br>R.5221-17   |
| <b>I-2</b>        | Visa de la convention de stage d'un étranger  | Art. R.313-10-1 à R.313-10-4 du CESEDA  |
|                   | <b>J – PLACEMENT AU PAIR</b>  |   |
| <b>J-1</b>        | Autorisation de placement au pair de stagiaires "Aides familiales"  | Accord européen du 21/11/1999<br>Circulaire n° 90.20 du 23/01/1999                  |
|                   | <b>K – PLACEMENT PRIVE</b>  |   |
| <b>K-1</b>        | Enregistrement de la déclaration préalable d'activité de placement  | Art. R.5323-1   |
|                   | <b>L – PREVENTION DES RISQUES LIES A CERTAINES ACTIVITES OU OPERATIONS</b>  |   |

|            |   |                      |
|------------|---|----------------------|
| <b>L-1</b> | Comité inter entreprise de santé et de sécurité au travail :<br>Toutes décisions relatives à la mise en place et à la désignation des membres d'un comité inter entreprise de santé et de sécurité au travail, à l'invitation de présidents et secrétaires constitués dans d'autres établissements et toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence lorsqu'un plan de prévention des risques technologiques a été prescrit. | R 4524-1 et R 4524-9 |
|------------|---|----------------------|

1. Sauf mention d'un autre code, les références réglementaires concernent le code du travail

| N° DE COTE | NATURE DU POUVOIR   | CODE DU TRAVAIL OU AUTRE <sup>1</sup> CODE  |
|------------|---|---|
| <b>M-1</b> | <b>M – EMPLOI</b><br>Attribution de l'allocation d'activité partielle   | Art. L.5122-1<br>Art. R.5122-1 à R.5122-19  |
| <b>M-2</b> | Conventions relatives aux mutations économiques (dont Fonds National de l'Emploi, notamment :<br>d'allocation temporaire dégressive,<br>d'allocation spéciale,<br>d'allocation de congé de conversion,<br>de financement de la cellule de reclassement<br>Convention de formation et d'adaptation professionnelle<br>Cessation d'activité de certains travailleurs salariés<br>GPEC | Les articles ci-dessous concernent la totalité du point L-2<br><br>Art. L.5111-1 à L.5111-3<br>Art. L.5123-1 à L.5123-9<br>R.5112-11<br>L.5121-1<br>R.5123-3 et R.5111-1 et 2   |
| <b>M-3</b> | Convention d'appui à l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et convention pour préparer les entreprises à la GPEC   | Art. L.5121-3<br>Art. R.5121-14 et R.5121-15  |
| <b>M-4</b> | Notification d'assujettissement à l'obligation d'une convention de revitalisation   | Art. L.1233-84 à L.1233-89<br>Art. D.1233-38  |
| <b>M-5</b> | Agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière et de Production (SCOP)  | Loi n° 47.1775 du 10/09/1947<br>Loi n° 78.763 du 19/07/1978<br>Loi n° 92.643 du 13/07/1992<br>Décret n° 87.276 du 16/04/1987<br>Décret n° 93.455 du 23/03/1993<br>Décret n° 93.1231 du 10/11/1993   |
| <b>M-6</b> | Dispositifs locaux d'accompagnement   | Circulaires DGEFP n° 2002-53 du 10/12/2002 et n° 2003-04 du 04/03/2003  |
| <b>M-7</b> | Toutes décisions et conventions relatives :<br><br>aux contrats unique d'insertion<br>aux contrats d'accompagnement dans l'emploi<br>aux contrats initiative emploi<br>aux emplois d'avenir<br>aux CIVIS<br>aux adultes relais<br>au dispositif garantie jeunes   | Art.L.5134-19-1<br>Art. L.5134-20 et L.5134-21<br>Art. L.5134-65 et L.5134-66<br>Art.L.5134-111 à 113<br>Art. L.5134-100 et L.5134-101<br><br>Décret n°2016-1855 du 23 décembre 2016 relatif au parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie et à la Garantie jeunes |

|             |   |   |
|-------------|---|---|
| <b>M-8</b>  | Attribution, extension, renouvellement, retrait d'agrément et enregistrement de déclaration d'activité, de retrait ou de modification de la déclaration d'une association ou d'une entreprise de services à la personne   | Art. L.7232-1 à 9   |
| <b>M-9</b>  | Toutes décisions relatives aux conventions de promotion de l'emploi incluant les accompagnements des contrats en alternance par les GEIQ.   | Art. D.6325-23 à 28                                       |
| <b>M-10</b> | Toutes décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique   | Art. L.5132-2 et L.5132-4<br>Art. R.5132-44 -et L.5132-45 |
| <b>M-11</b> | Décision de reversement des aides et cotisations sociales en cas de rupture d'un contrat d'accompagnement à l'emploi ou d'un contrat initiative emploi (pour un motif autre que faute du salarié, force majeure, inaptitude médicale), rupture au titre de la période d'essai, rupture du fait du salarié, embauche du salarié par l'employeur. | Art. R.5134-45 et s.                                      |
| <b>M-12</b> | Attribution, extension, renouvellement et retrait des agréments « entreprise solidaire d'utilité sociale »  | Art. L 3332-17-1<br>Art. R 3332-21-3                      |

1. Sauf mention d'un autre code, les références réglementaires concernent le code du travail

| <b>N° DE COTE</b> | <b>NATURE DU POUVOIR</b>   | <b>CODE DU TRAVAIL OU AUTRE<sup>1</sup> CODE</b>   |
|-------------------|--|--|
|                   | <b>N – GARANTIE DE RESSOURCES DES TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI</b>   |  |
| <b>N-1</b>        | Prononcé de sanctions administratives relatives à la suppression ou à la réduction du revenu de remplacement et contrôle de la condition d'aptitude au travail | Art. L.5426-2, L.5426-5 à L.5426-8<br>Art. R.5426-1 à 3<br>Art. R.5426-6 à 17                    |
|                   | <b>O – FORMATION PROFESSIONNELLE et CERTIFICATION</b>  |  |
| <b>O-1</b>        | Remboursement des rémunérations perçues, par les stagiaires AFPA abandonnant, sans motif valable, leur stage de formation                                      | Art. R.6341-45 à R.6341-48   |
| <b>O-2</b>        | VAE<br>- Recevabilité VAE<br>- Gestion des crédits   | Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002<br>Décret n°2002-615 du 26/04/2002<br>Circulaire du 27/05/2003 |
|                   | <b>P - OBLIGATION D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPES</b>   |  |
| <b>P-1</b>        | Mise en œuvre des pénalités pour les entreprises ne satisfaisant pas ou partiellement à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés                       | Art. R.5212-31   |
| <b>P-2</b>        | Agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés.   | Art. L.5212-8 et R.5212-15 à R.5212-18   |
|                   | <b>Q – TRAVAILLEURS HANDICAPES</b>   |  |
| <b>Q-1</b>        | Subvention d'installation d'un travailleur handicapé   | Art. R.5213-52<br>Art. D.5213-53 à D.5213-61   |
| <b>Q-2</b>        | Aides financières en faveur de l'insertion en milieu ordinaire de travail des travailleurs handicapés  | Art. L.5213-10<br>Art. R.5213-33 à R.5213-38   |
| <b>Q-3</b>        | Conventionnement d'organismes assurant une action d'insertion de travailleurs handicapés   | Circulaires DGEFP n°99-33 du 26/08/1999 , n° 2007-02 du 15/01/2007 et n°2009-15 du 26 mai 2009   |

1. Sauf mention d'un autre code, les références réglementaires concernent le code du travail



**Article 2** : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Claude ROCHE, responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes, à l'effet de signer, au nom du préfet de de la Haute-Savoie, au titre du décret n° 2001-387, tous actes relatifs à l'agrément des organismes pour l'installation, la réparation et le contrôle en service des instruments de mesure, ainsi que tous actes relatifs aux marques d'identification.

**Article 3** : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Simon-Pierre EURY, responsable de pôle « entreprises emploi économie » de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes, à l'effet de signer, au nom du préfet de Haute-Savoie, tous actes relatifs :

- à l'instruction des demandes de subvention au titre du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), la gestion administrative et financière des opérations subventionnées au titre de ce même fonds et les conventions entre l'Etat et les maîtres d'ouvrage ;
- à la mise en œuvre des mesures de sanction se traduisant par la radiation de la liste des établissements touristiques classés.

**Article 4** : Sont exclus de la présente subdélégation :

- la signature des conventions passées au nom de l'Etat avec le département, une ou plusieurs communes, leurs groupements ainsi que leurs établissements publics (article 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les décisions portant attribution de subventions ou de prêts de l'Etat aux collectivités locales, aux établissements et organismes départementaux, communaux et intercommunaux ;
- les notifications de ces subventions ou prêts aux collectivités locales, établissements et organismes bénéficiaires ;
- les correspondances relatives au contrôle de légalité prévu par le titre I de la loi du 2 mars 1982 ;
- les circulaires aux maires ;
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ;
- toutes correspondances adressées aux administrations centrales et qui sont relatives aux programmes d'équipement et à leur financement, ainsi que celles dont le préfet se réserve expressément la signature ; toutes correspondances adressées aux cabinets ministériels (les autres correspondances étant sous le régime du sous-couvert) ;
- toutes correspondances adressées aux présidents des assemblées régionales et départementales ainsi que les réponses aux interventions des parlementaires et des conseillers départementaux lorsqu'elles portent sur les compétences relevant de l'Etat, à l'exception de celles concernant l'inspection du travail.

**Article 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Paul ULTSCH, la subdélégation de signature prévue à l'article 1<sup>er</sup> sera exercée par :

- Madame Eliane CHADUIRON, directrice adjointe du travail, sur les domaines visés à l'article 1, cote A1 à Q3.
- Monsieur François BADET, directeur adjoint du travail, sur les domaines visés à l'article 1, cote A1 à Q3.
- Monsieur Pascal-Eric MARTIN, directeur adjoint du travail, sur les domaines visés à l'article 1, cote A1 à Q3.
- Madame Chrystèle MARTINEZ, attachée d'administration hors classe de l'Etat, sur les domaines visés à l'article 1, cote A1 à Q3.
- Madame Nadine HEUREUX, attachée d'administration hors classe de l'Etat, sur les domaines visés à l'article 1, cote A1 à Q3.

**La signature des actes liés au traitement des recours gracieux et hiérarchiques reste cependant réservée au responsable de l'unité départementale.**

**Article 6** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude ROCHE, la subdélégation de signature prévue à l'article 2 sera exercée par :

- Monsieur Patrick ROBINEAU, chef du département métrologie,
- Monsieur Romain BOUCHACOURT, chef de la subdivision Sud du département métrologie,
- Monsieur Frédéric MARTINEZ, chef de la subdivision Centre du département métrologie,
- Monsieur Frédéric FAYARD, chef de la subdivision Nord du département métrologie,
- Monsieur Philippe ENJOLRAS, chef de la subdivision Ouest du département métrologie.

**Article 7** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon-Pierre EURY, la subdélégation de signature prévue à l'article 3 sera exercée par :

- Madame Nathalie BOUDART, cheffe du service « Economie de proximité et Territoires » ;
- Madame Christine MIDY, adjointe à la cheffe de service « Economie de proximité et Territoire ».

**Article 8** : L'arrêté DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes n° DIRECCTE-2017-24 du 15 mars 2017 est abrogé.

**Article 9** : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, et les subdélégués désignés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Fait à Lyon, le 17 juin 2017

Pour le préfet et par délégation

Le directeur régional des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi

*Signé*

Jean-François BÉNÉVISE